MAGAZINE DIGITAL D'ACTUALITE ECONOMIQUE AFRICAINE

LE COURRIER D'AFRIQUE 54

www.lecourrierdafrique54.com - Pour une Afrique qui gagne - Août 2025

Conférence Helsinki+50

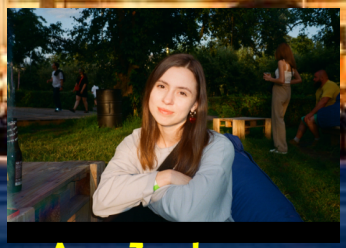
Helsinki, capitale de la paix.

Edition spéciale, 32 pages

Tetiana Zhukova, International Advocacy Manager at the Human Rights Center, ZMINA.

Romantsova Oleksandra, Executive Director of the Center for Civil Liberties.

Oleksandra Matviichuk, human rights lawyer.



Anna Zevako, International Advocacy Manager at the Media Initiative for Human Rights (MIHR).

ADMINISTRATION- REDACTION.

Email :
administration-redaction@lecourrierdafrique54.com
Télephone : +213662813771
Siége social : Cité 40 Logts (Ex-5 maisons)
Mohammadia 16310 Alger – Algérie.

DIRECTEUR GENERAL

M.FERRAH Ferhat – ALGERIE
Whatsapp : +213662813771
administration-redaction@lecourrierdafrique54.com

REDACTEUR EN CHEF.

M.MAALLEMI Youcef- ALGERIE
M.Bakayoko Boiké - CÔTE D'IVOIRE

JOURNALISTES:

Abri Ahmed (ALGERIE)
Shehzadi Ghafoor Mugadas (PAKISTAN).
Ibrahima Zakaria (CAMEROUN)
Mohamadou Diallo Ba (SÉNÉGAL)
Mamadou Salofy (MAURITANIE)
Ahmadou Adama (TOGO)

PHOTOGRAPHE :

IMERZOUKEN Souad

Les manuscrits, photographies ou autres documents et illustrations remis à notre rédaction ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation. La reproduction de tout article est interdite sauf accord écrit de la direction.

Editorial

Par : **Youcef MAALLEMI.**

Paix, Liberté et démocratie, ce long chemin de combat.

***Selon certains penseurs, la liberté d'opinion et d'expression est l'esprit de la démocratie. Liberté et démocratie sont inextricablement liées, et nul ne nie qu'elles constituent un indicateur important du niveau de civilisation d'un peuple, de son développement et de sa quête d'une vie meilleure*.**

La liberté d'opinion et d'expression a été une source importante de transformations historiques et de réalisations humaines, conduisant à l'émergence de systèmes politiques capables de moderniser continuellement leurs outils, dans le but de renforcer le développement communautaire et l'intégration participative de ses membres au processus de modernisation ne peuvent se faire que par l'engagement des leaders d'opinion, des acteurs et des militants dans une action collective, créant une prise de conscience collective mettant en lumière l'ampleur des défis et des responsabilités du présent et de l'avenir. La liberté d'opinion et d'expression constitue un outil pour tous les individus, classes et groupes. Et les groupes sociaux à prendre conscience de leur réalité vécue et à exprimer leurs préoccupations, leurs besoins et leurs aspirations, conduisant à des moyens créatifs pour parvenir à la libération et à une véritable indépendance qui exprime l'ambition du citoyen de construire une relation normale avec son système politique, la société et ses composantes. De tels événements sonnent l'alarme pour les composantes de la société civile ukranienne, notamment les partis, les institutions, les militants et les défenseurs des droits humains. Cela exige des efforts concertés pour exiger et souligner l'importance de la protection des droits et des libertés. Cela exige également une vigilance constante pour protéger ce système de droits et de libertés, considéré comme une conquête ukraniénne à défendre. La société civile doit rester vigilante pour limiter la domination de l'État et de l'autorité sociale sur l'exercice de la liberté d'expression et d'opinion des citoyens, en particulier pendant cette période critique, qui exige un travail collaboratif efficace et continu pour établir des fondements démocratiques et des espaces civils qui garantissent l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression sans crainte ni restrictions.

HELSINKI
CAPITAL OF FINLAND
G FORSSTRÖM

OSCE. 1975-2025 : 50 ans de service et de sacrifice.

L'origine de l'OSCE remonte à la période de détente du début des années 1970, lorsque la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a été constituée pour servir d'instance multilatérale de dialogue et de négociation entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Lors des réunions qui se sont déroulées deux années durant à Helsinki et à Genève, la CSCE est parvenue à un accord sur l'Acte final d'Helsinki, signé le 1er août 1975. Ce document contient un certain nombre d'engagements clés en matière politico-militaire, économico environnementale et des droits de l'homme, qui ont servi de base au processus dit «de Helsinki». Il a également établi les principes fondamentaux (le «Décalogue»)) régissant le comportement des États les uns envers les autres et à l'égard de leurs ressortissants.

De la CSCE à l'OSCE

Jusqu'en 1990, la CSCE tenait essentiellement des réunions et des conférences, qui complétaient et renforçaient les engagements des États participants, tout en examinant périodiquement leur mise en œuvre. Avec la fin de la guerre froide, le Sommet de Paris de novembre 1990 a toutefois engagé la CSCE sur une nouvelle voie. Dans la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, la CSCE a été invitée à prendre part à la gestion du changement historique survenant en Europe et à répondre aux nouveaux défis de l'après-guerre froide, en se dotant d'institutions permanentes et de capacités opérationnelles. Dans le cadre de ce processus d'institutionnalisation, la CSCE est devenue l'OSCE par une décision prise lors du Sommet des chefs d'État ou de gouvernement de Budapest en décembre 1994.

OSCE, une organisation composée de 57 Etats.

L'Organisation se compose de 57 États participants répartis à travers le monde, couvrant trois continents – l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie – et plus d'un milliard de personnes. L'OSCE compte 57 États participants d'Europe, d'Asie centrale et d'Amérique du Nord: Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Moldavie, Monaco, Mongolie, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchéquie, Turkménistan, Turquie, Ukraine.

Helsinki, capitale de la paix.

Placée sous le théme« Respecter l'héritage, préparer l'avenir », la conférence Helsinki +50 organisera par la présidence finlandaise de l'OSCE au Finlandia Hall et sera ouvert par la Ministre des Affaires étrangères de la Finlande, Elina Valtonen ce 31 juillet 2025 pour marquer le 50e anniversaire de l'Acte final d'Helsinki, plus de 1 000 participants sont attendus à ce grand évenement incontournable.

Par :
Youcef MAALLEMI

Selon le communiqué de presse, dont **LECOURRIER D'AFRIQUE 54**, reçu copie, la conférence Helsinki +50 , c'est dans le but de rendra hommage à l'héritage de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) d'Helsinki en 1975 et soulignera le rôle de la société civile dans la promotion des principes et des engagements de l'OSCE. Le Fonds Helsinki+50 sera lancé dans le cadre de la conférence pour soutenir la capacité opérationnelle de l'OSCE. La signature de l'Acte final d'Helsinki marquera le 50e anniversaire, et son contenu est aujourd'hui plus que jamais d'actualité. L'Acte final a marqué un tournant pour la sécurité de l'Europe. Trente-cinq États, dont des camps opposés de la Guerre froide, se sont ainsi engagés à suivre des principes communs qui ont jeté les bases de l'architecture de sécurité européenne.

1975-2025, 50 ans après.

Selon toujours le même communiqué de presse de Ministére des affaires etrangéres finlandais, la Conférence Helsinki+50, organisée par la Présidente en exercice de l'OSCE et la Ministre des Affaires étrangères de la Finlande, Elina Valtonen, rendra hommage à l'héritage de la CSCE qui s'est tenue à Helsinki en 1975 et soulignera le rôle de la société civile dans la promotion des principes et des engagements de l'OSCE. L'événement au Finlandia Hall sera ouvert par le ministre Valtonen, et des discours de haut niveau seront prononcés par le président de la République de Finlande Alexander Stubb, le secrétaire général de l'OSCE Feridun H. Sinirlioğlu et le haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Volker Türk. Le président del'Ukraine Volodymyr Zelenskyy s'exprimera lors de la conférence via une connexion à distance. Le secrétaire général de l'ONU António Guterres enverra un message vidéo.

Les autres intervenants sont le ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, Andrii Sybiha , le ministre des Affaires étrangères de la Mongolie , Batmunkh Battsetseg , le ministre d'État pour l'Europe du Royaume-Uni, Stephen Doughty , la ministre des Affaires étrangères de la Slovénie, Tanja Fajon, le ministre des Affaires étrangères de Malte, Ian Borg , le ministre des Affaires étrangères de l'Albanie , Igli Hasani , le ministre délégué pour l'Europe de la France, Benjamin Haddad , et les dirigeants de l'OSCE (dans l'ordre d'apparition). Oleksandra Matviichuk , directrice du Centre pour les libertés civiles, organisation ukrainienne de défense des droits de l'homme et lauréate du prix Nobel de la paix en 2022, ainsi que d'autres représentants de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme prendront également la parole lors de la conférence.

Renforcement de la sécurité européenne.

Selon le comuniqué de presse, les sujets qui seront abordés comprennent les moyens de renforcer le respect des principes fondamentaux de la sécurité européenne et la manière dont les États et la société civile peuvent répondre conjointement aux menaces à la paix, aux droits de l'homme et à la démocratie. « *Les Principes d'Helsinki nous rappellent ce que nous pouvons accomplir grâce à la coopération et à la confiance, et les enjeux si nous ne parvenons pas à les défendre. Aujourd'hui plus que jamais, ces principes ont besoin de leurs défenseurs* », a déclaré le ministre des

Elina Valtonen. Ministre des Affaires étrangères de la Finlande.

« Les Principes d'Helsinki nous rappellent ce que nous pouvons accomplir grâce à la coopération et à la confiance, et les enjeux si nous ne parvenons pas à les défendre. Aujourd'hui plus que jamais, ces principes ont besoin de leurs défenseurs »

Selon le communiqué de presse, les sujets qui seront abordés comprennent les moyens de renforcer le respect des principes fondamentaux de la sécurité européenne et la manière dont les États et la société civile peuvent répondre conjointement aux menaces à la paix, aux droits de l'homme et à la démocratie. « *Les Principes d'Helsinki nous rappellent ce que nous pouvons accomplir grâce à la coopération et à la confiance, et les enjeux si nous ne parvenons pas à les défendre. Aujourd'hui plus que jamais, ces principes ont besoin de leurs défenseurs* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Valtonen. Pour cette conférence, la Finlande a invité des représentants des États participants et des partenaires pour la coopération de l'OSCE, des structures exécutives et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, ainsi que des représentants de la société civile et d'organisations internationales, à participer à la conférence. Près de 1 000 participants sont attendus.

Quel avenir pour l'OSCE ?

Le Fonds Helsinki+50 sera lancé dans le cadre de la Conférence. Il vise à améliorer l'acheminement des financements volontaires pour soutenir les travaux conformes aux principes et engagements de l'OSCE, et à renforcer les liens entre les donateurs et l'OSCE. Il complétera le budget de l'OSCE, sans le remplacer. La Conférence Helsinki+50 s'inscrit dans le cadre d'une semaine d'événements qui comprend également le Forum des jeunes de la présidence de l'OSCE et les Discussions Helsinki+50 sur l'avenir de l'OSCE. Les discussions du 1er août 2025 consistent en deux réunions parallèles : l'une pour les directeurs politiques de tous les États participants de l'OSCE et l'autre pour les représentants de la société civile. L'objectif de ce processus est de contribuer à renforcer le respect des fondements de la sécurité européenne et à construire une vision pour l'OSCE. Rappelons, que, la Finlande assure la présidence de l'OSCE en 2025. La Conférence Helsinki+50 est le plus grand événement organisé en Finlande pendant la présidence à conclu le communiqué.

Lieu de déroulement de l'évènement Helsinki+50

Le Fonds Helsinki+50 sera lancé dans le cadre de la Conférence. Il vise à améliorer l'acheminement des financements volontaires pour soutenir les travaux conformes aux principes et engagements de l'OSCE, et à renforcer les liens entre les donateurs et l'OSCE.

TETIANA ZHUKOVA. INTERNATIONAL ADVOCACY MANAGER AT THE HUMAN RIGHTS CENTER ZMINA.

“May focus is primarily on raising awareness about documented violations and advocating for accountability and liberation of thousands of civilian detainees held in Russian captivity”

By : Youcef MAALLEMI.

Le Courrier d'Afrique 54 : Hello, Tetiana Zhukova can you tell us about your professional background ?

Tetiana Zhukova: Hello, thank you for the opportunity. I am Tetiana Zhukova, International Advocacy Manager at the Human Rights Centre ZMINA, a Ukrainian non-governmental organization, founded in 2012. ZMINA is a member of the Ukraine 5 AM Coalition, which gathers civil society's efforts in documenting international crimes. In particular, my organization works on documentation of torture, enforced disappearances, deportation and persecution. My focus is primarily on raising awareness about documented violations and advocating for accountability and liberation of thousands of civilian detainees held in Russian captivity. As International Advocacy Manager at ZMINA, I coordinate our efforts with international partners, engage with institutions such as the UN, EU and OSCE, and ensure that the voices of victims of human rights abuses, particularly from occupied territories like Crimea, are heard on the global stage.

Le Courrier d'Afrique 54: You recently participated in the Helsinki +50 conference, held in Helsinki, the Finnish capital, on July 31st. What were the highlights of this conference?

Tetiana Zhukova: The Helsinki+50 Conference marked the 50th anniversary of the Helsinki Final Act, which laid the foundation for East-West dialogue during the Cold War and remains central to the OSCE's approach to security, emphasizing respect for sovereignty, human rights, and cooperation. The conference was attended by the President of Finland, the UN High Commissioner for Human Rights, the OSCE Secretary-General and other high officials, diplomats and civil society from the regions of Europe, North America, and Central Asia. We could hear in their speeches joy on the occasion of the 50th anniversary of the Act mixed with the urge for reforms, caused by unresolved challenges in the region. We used this platform to remind about one of such challenges: Russia's invasion of Ukraine, which started in 2014 from the Crimean Peninsula and remained widely unanswered, which led to wider aggression.

Le Courrier d'Afrique 54: What are the main focuses of the OSCE against the Russian invasion of Ukraine?

Tetiana Zhukova: The OSCE has taken several steps, although its capacity has been challenged by Russia's obstruction. They launched the mechanism to document international crimes, including the deportation of thousands of Ukrainian children to Russia, illegal detention of Ukrainian civilians in occupied territories, and torture of Ukrainian prisoners of war. The OSCE Parliamentary Assembly and diplomats from various countries passed resolutions and statements condemning the invasion and calling for support to Ukraine. Finally, the OSCE Special Monitoring Mission, which operated in Ukraine until Russia forced its closure, played a crucial role in documenting events on the ground. However, in 2022, Russians detained three OSCE officials working in this mission, Dmytro Shabanov, Maksym Petrov and Vadym Golda, and sentenced them to 13-14 years of detention for the mere fact of documenting the truth. They are still in Russian prisons, and the OSCE is unable to liberate its own officials, so there is a strong need to reform OSCE structures to prevent future paralysis and improve their response to such situations.

Le Courrier d'Afrique 54: What is the human rights situation in Sevastopol today?

Tetiana Zhukova: Sevastopol, as in other parts of occupied Crimea, remains under severe restrictions, with fundamental freedoms curtailed and civilians living under constant threat. The occupation is characterized by systemic repression, including arbitrary detentions, forced assimilation, indoctrination, hate speech – methods used to undermine rights and enforce control. Among the most common violations are politically motivated persecution for pro-Ukrainian position, journalistic activity or activism, as well as on religious and ethnic grounds. We know about over 220 political prisoners from Crimea, ranging in age from as young as 19 to as old as 75. Most of them are Crimean Tatars, who are predominantly Muslim. Russian occupying authorities raid private homes, workplaces and mosques under the pretext of

searching for "extremist" materials and other fabricated evidence. Trials are a sham, and the punishments severe, frequently resulting in 15 to 20-year sentences in penal colonies. The majority of political prisoners are deported to penitentiary institutions in the Russian Federation, thousands of kilometers from their homes. Despite these severe conditions, a peaceful resistance persists in occupied Crimea, as courageous individuals continue to stand firm in defense of their rights, identity, and hope for freedom.

Le Courrier d'Afrique 54: Crimea: 11 Years of Occupation – Restoring Justice, Reinforcing OSCE Commitments is the theme of your talk. Why did you choose this slogan?

Tetiana Zhukova: This theme highlights two imperatives. First, restoring justice is essential – after more than a decade of occupation, we must demand accountability and ensure that all human rights violations and breaches of international law are properly addressed. Second, it is about reinforcing the commitments of the OSCE. The organization needs to demonstrate its support for the principles outlined in the Helsinki Final Act. By strengthening its institutions and taking concrete steps about Crimea, the OSCE will reaffirm its relevance and dedication to upholding a rules-based international order.

"The conference was attended by the President of Finland, the UN High Commissioner for Human Rights, the OSCE Secretary-General and other high officials, diplomats and civil society from the regions of Europe, North America, and Central Asia."

TETIANA ZHUKOVA, RESPONSABLE DU PLAIDOYER INTERNATIONAL AU CENTRE DES DROITS DE L'HOMME ZMINA

« Je me consacre principalement à la sensibilisation aux violations documentées et à la défense de la responsabilité et de la libération des milliers de civils détenus en Russie »

Par : Youcef MAALLEMI

Le Courrier d'Afrique 54: Bonjour, Tetiana Zhukova pouvez-vous nous parler de votre parcours professionnel ?

Tetiana Zhukova: Bonjour, merci pour l'opportunité. Je suis Tetiana Zhukova, responsable du plaidoyer international au Centre des droits de l'homme ZMINA , une organisation non gouvernementale ukrainienne fondée en 2012. ZMINA est membre de la Coalition Ukraine 5 AM, qui fédère les efforts de la société civile pour documenter les crimes internationaux. Mon organisation travaille notamment à la documentation de la torture, des disparitions forcées, des expulsions et des persécutions. Je me consacre principalement à la sensibilisation aux violations documentées et à la défense de la responsabilité et de la libération des milliers de civils détenus en Russie. En tant que responsable du plaidoyer international chez ZMINA, je coordonne nos actions avec nos partenaires internationaux, je collabore avec des institutions telles que l'ONU, l'UE et l'OSCE, et je veille à ce que la voix des victimes de violations des droits humains, notamment dans les territoires occupés comme la Crimée, soit entendue sur la scène internationale.

Le Courrier d'Afrique 54: Vous avez récemment participé à la conférence Helsinki +50, qui s'est tenue à Helsinki, la capitale finlandaise, le 31 juillet. Quels ont été les moments forts de cette conférence ?

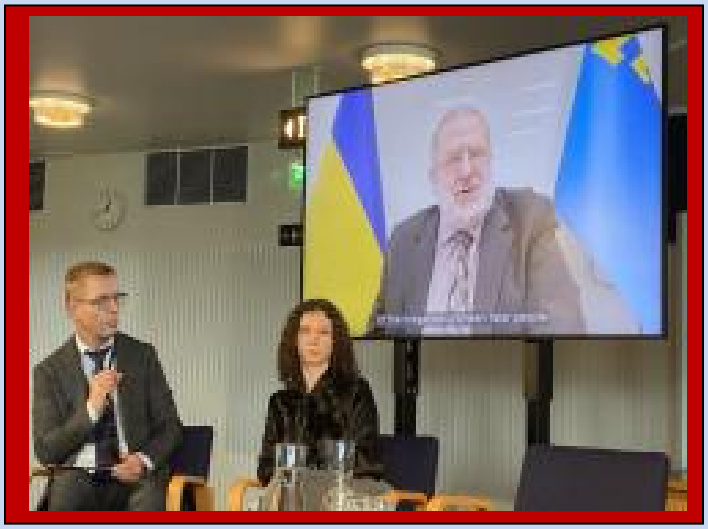
Tetiana Zhukova: La Conférence Helsinki+50 a marqué le 50e anniversaire de l'Acte final d'Helsinki, qui a jeté les bases du dialogue Est-Ouest pendant la guerre froide et reste au cœur de l'approche de l'OSCE en matière de sécurité, mettant l'accent sur le respect de la souveraineté, des droits de l'homme et de la coopération. La conférence a réuni le Président finlandais, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Secrétaire général de l'OSCE et d'autres hauts fonctionnaires, diplomates et représentants de la société civile d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie centrale. Dans leurs discours, on pouvait entendre la joie suscitée par le cinquantième anniversaire de la loi, mêlée à l'appel aux réformes, suscité par les défis non résolus dans la région. Nous avons utilisé cette plateforme pour rappeler l'un de ces défis : l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a commencé en 2014 à partir de la péninsule de Crimée et est restée largement sans réponse, ce qui a conduit à une agression plus large.

Le Courrier d'Afrique 54: Quels sont les principaux axes de l'OSCE contre l'invasion russe de l'Ukraine ?

Tetiana Zhukova: L'OSCE a pris plusieurs mesures, bien que ses capacités aient été mises à mal par l'obstruction russe. Elle a lancé le mécanisme de documentation des crimes internationaux, notamment la déportation de milliers d'enfants ukrainiens vers la Russie, la détention illégale de civils ukrainiens dans les territoires occupés et la torture de prisonniers de guerre ukrainiens. L'Assemblée parlementaire de l'OSCE et des diplomates de divers pays a adopté des résolutions et des déclarations condamnant l'invasion et appelant à soutenir l'Ukraine. Enfin, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE, qui a opéré en Ukraine jusqu'à sa fermeture forcée par la Russie, a joué un rôle crucial dans la documentation des événements sur le terrain. Cependant, en 2022, les Russes ont arrêté trois fonctionnaires de l'OSCE travaillant pour cette mission, Dmytro Shabanov, Maksym Petrov et Vadym Golda, et les ont condamnés à 13-14 ans de détention pour le simple fait d'avoir révélé la vérité. Ils sont toujours incarcérés dans les prisons russes, et l'OSCE est incapable de libérer ses propres fonctionnaires. Il est donc impératif de réformer les structures de l'OSCE afin d'éviter toute paralysie future et d'améliorer sa réponse à de telles situations.

Le Courrier d'Afrique 54: Quelle est la situation des droits de l'homme à Sébastopol aujourd'hui ?

Tetiana Zhukova: Sébastopol, comme d'autres régions de Crimée occupée, reste soumise à de sévères restrictions, les libertés fondamentales étant restreintes et les civils vivant sous une menace constante. L'occupation se caractérise par une répression systémique, notamment les détentions arbitraires, l'assimilation forcée, l'endoctrinement et les discours de haine – des méthodes utilisées pour saper les droits et imposer un contrôle. Parmi les violations les plus courantes figurent les persécutions à motivation politique pour des positions pro-ukrainiennes, des activités journalistiques ou militantes, ainsi



que pour des motifs religieux et ethniques. Nous connaissons plus de 220 prisonniers politiques de Crimée, âgés de 19 à 75 ans. La plupart sont des Tatars de Crimée, majoritairement musulmans.

Les autorités d'occupation russes effectuent des perquisitions dans des domiciles privés, des lieux de travail et des mosquées sous prétexte de rechercher des documents « extrémistes » et d'autres preuves fabriquées. Les procès sont une parodie et les peines sévères, aboutissant fréquemment à des peines de 15 à 20 ans dans des colonies pénitentiaires.

La majorité des prisonniers politiques sont déportés vers des établissements pénitentiaires en Fédération de Russie, à des milliers de kilomètres de leur domicile. Malgré ces conditions difficiles, une résistance pacifique persiste en Crimée occupée, tandis que des individus courageux continuent de défendre fermement leurs droits, leur identité et leur espoir de liberté.

Le Courrier d'Afrique 54: Crimée : 11 ans d'occupation – Rétablir la justice, renforcer les engagements de l'OSCE est le thème de votre intervention. Pourquoi avoir choisi ce slogan ?

Tetiana Zhukova: Ce thème met en lumière deux impératifs. Premièrement, il est essentiel de rétablir la justice – après plus d'une décennie d'occupation, nous devons exiger des comptes et veiller à ce que toutes les violations des droits humains et du droit international soient dûment traitées. Deuxièmement, il s'agit de renforcer les engagements de l'OSCE. L'organisation doit démontrer son soutien aux principes énoncés dans l'Acte final d'Helsinki. En renforçant ses institutions et en prenant des mesures concrètes concernant la Crimée, l'OSCE réaffirmera sa pertinence et son engagement en faveur d'un ordre international fondé sur des règles.

ROMANTSOVA OLEKSANDRA, EXECUTIVE DIRECTOR OF THE CENTER FOR CIVIL LIBERTIES.

« The OSCE must act as both a guardian of the Helsinki principles »

By: Youcf MAALLEMI

Le Courrier d'Afrique 54: Hello, Romantsova Oleksandra, can you tell us about your professional background?

Romantsova Oleksandra: Hello, my name is Romantsova Oleksandra, I am the Executive Director of the Center for Civil Liberties, a Ukrainian human rights organization that has been operating in Ukraine since 2007 and has been documenting war crimes since the beginning of the war in 2014. We also work to implement standards of fundamental rights and freedoms in Ukrainian society. And in 2022, together with Memorial and Oles Bilyatsky from the Belarusian organization "Viasna", we received the Nobel Peace Prize.

Le Courrier d'Afrique 54: You recently participated in the Hilsinki + 50 conference, held in Helsinki, the Finnish capital, on July 31st. What were the highlights of this conference?

Romantsova Oleksandra: The Helsinki + 50 conference was an important event to mark the anniversary of the signing of the Helsinki Final Act. Which 50 years ago gave impetus to the civil movement - the Helsinki Movement - which became the beginning of human rights defending in all Soviet republics, and ultimately became an important factor in the collapse of the Soviet dictatorship. So this event, thanks to the Finnish became an important platform for discussing the role of civil society in the actualization of the Helsinki Principles and the renewal of communication between states within the framework of the Helsinki Process. In addition to public panels with highly respected speakers, an important element of this cooperation was group discussions and the presentation of recommendations by civil society activists and the diplomatic corps of the OSCE participating states. This is a unique opportunity to talk together about the difficulties and opportunities of implementing the Helsinki Principles in the modern situation of international relations.

Le Courrier d'Afrique 54: Civil society vision on the future of the Helsinki process: Recommendations of the Helsinki+50 is the theme of your presentation. Why did you choose this slogan?

Romantsova Oleksandra: It was the Helsinki Process 50 years ago that established in the Final Act that Security and Cooperation in Europe should be based on three baskets - arms control, economic and environmental cooperation and respect for democratic values, including human rights. Human rights defenders throughout the OSCE region support this model and, of course, want sufficient attention to be paid to each of the elements in the future. Civil society organizations are also not only in the third - human - dimension, but also to support active cooperation and the development of agreements in the first dimension. Because we see "Human Security" as the central value of the modern Helsinki model.

Le Courrier d'Afrique 54: What is civil society's vision for the future of the Helsinki process?

Romantsova Oleksandra: We have set out our vision in a document with 10 main points, which you can read at this link on the Civil Solidarity Platform page, an association of over 100 human rights organizations from across the OSCE region. A short version of it in the form of a memorandum was also presented at the platform's side event during the Helsinki +50 Forum. In short: Urgent action is required to address multiple international crises of comprehensive security and the OSCE's institutional challenges. The OSCE must act as both a guardian of the Helsinki principles and a forum for dialogue. Respect for the Helsinki principles can only be ensured through a combination of:
- strong political commitment of participating States to abide by the Helsinki principles,
- increased political and financial support for OSCE autonomous institutions as key actors in monitoring implementation of commitments and assisting States in their implementation,
- more active and creative use of mandates of executive bodies and institutions and various OSCE tools not requiring approval by consensus,
- ensuring accountability of States

for violations,
- meaningful engagement with civil society by OSCE bodies and participating States,
- and reaching out to members of societies by all concerned actors to generate broad public support for, engagement in, and ownership of the Helsinki process.

Le Courrier d'Afrique 54: What role should the international community play to better protect human rights defenders?

Romantsova Oleksandra: Key Helsinki principles of sovereign equality, refraining from the threat or use of force, the inviolability of borders, and respect for the concept of comprehensive security should be non-negotiable and remain at the center of the European security order. Any disputes between states should be settled peacefully. Above all, Russia must immediately end its war of aggression against Ukraine. The recognition that the protection and promotion of human rights is the first responsibility of governments and that developments in the human dimension are not solely the internal affairs of any single State should retake center stage in the OSCE. Ensuring respect for the OSCE acquis is impossible without securing accountability of participating States for the failure to uphold the Helsinki principles and OSCE commitments in practice. This respect has been seriously eroded in the last decade and a half when a number of participating States have been openly and systematically violating their OSCE commitments in all three dimensions. We call on participating States that care about democracy, human rights, and the rule of law to use all appropriate OSCE tools, including the Moscow Mechanism, wherever large-scale violations of the Helsinki principles occur in the OSCE region, and incorporate the promotion of the Helsinki principles in their foreign policy. The prevention and resolution of conflicts should be based on putting human security in the center of action as opposed to using only military security means, applying a gender perspective on security, and involving all sectors of the population, aimed at maximizing their enjoyment of human rights. We urge OSCE participating States to act on the basis of their common interest in effectively using the OSCE security toolbox, limiting and controlling the capacity of weapons of mass destruction and of hybrid actions that may contribute to a spiral towards all-out war. Sustainable peace and prevention of new conflicts can only be achieved on the basis of delivery of justice, including full rehabilitation of victims and ensuring accountability of violators. We expect States to cooperate on protection of the environment and mitigation of the climate crisis, as required for the survival of civilization. OSCE bodies and participating States should recognize the value of civic participation in all three dimensions, including the contribution of women, youth and minorities, and translate this into opening space in talks on the design and implementation of programs in all dimensions. The OSCE bodies and States should defend civil society space and actors at risk. We expect OSCE executive bodies and autonomous institutions to be bold in promoting the Helsinki principles and OSCE commitments and to involve civil society at every stage of their work in the most collaborative and meaningful manner.

OLEKSANDRA ROMANTSOVA. DIRECTRICE EXECUTIVE DU CENTRE POUR LES LIBERTES CIVILES..

« L'OSCE doit agir à la fois comme gardienne des principes d'Helsinki »

Par : Youcef MAALLEMI / Ahmed ABRI

Le Courrier d'Afrique 54: Bonjour, Oleksandra Romantsova pouvez-vous nous parler de votre parcours professionnel ?

Romantsova Oleksandra: Bonjour, je m'appelle Oleksandra Romantsova. Je suis directrice exécutive du Centre pour les libertés civiles, une organisation ukrainienne de défense des droits humains présente en Ukraine depuis 2007 et qui documente les crimes de guerre depuis le début de la guerre en 2014. Nous œuvrons également à la mise en œuvre des normes relatives aux droits et libertés fondamentaux dans la société ukrainienne. En 2022, nous avons reçu le prix Nobel de la paix avec Memorial et Oles Bilyatsky de l'organisation biélorusse « Viasna ».

Le Courrier d'Afrique 54: Vous avez récemment participé à la conférence Hilsinki + 50, qui s'est tenue à Helsinki, la capitale finlandaise, le 31 juillet. Quels ont été les points forts de cette conférence ?

Romantsova Oleksandra: La conférence Helsinki + 50 a été un événement important marquant l'anniversaire de la signature de l'Acte final d'Helsinki. Cet acte, il y a 50 ans, a donné l'impulsion au mouvement civil – le Mouvement d'Helsinki –, qui a marqué le début de la défense des droits de l'homme dans toutes les républiques soviétiques et a joué un rôle majeur dans l'effondrement de la dictature soviétique. Grâce à la présidence finlandaise, cet événement est devenu une plateforme privilégiée pour discuter du rôle de la société civile dans la mise en œuvre des Principes d'Helsinki et le renouvellement de la communication entre les États dans le cadre du Processus d'Helsinki. Outre les tables rondes publiques animées par des intervenants de renom, les discussions de groupe et la présentation de recommandations par des militants de la société civile et le corps diplomatique des États participants de l'OSCE ont constitué un élément important de cette coopération. Il s'agit d'une occasion unique d'échanger sur les difficultés et les opportunités de la mise en œuvre des Principes d'Helsinki dans le contexte actuel des relations internationales.

Le Courrier d'Afrique 54: La vision de la société civile sur l'avenir du processus d'Helsinki : Les recommandations d'Helsinki + 50 constituent le thème de votre présentation. Pourquoi avoir choisi ce slogan ?

Romantsova Oleksandra: Il y a cinquante ans, le processus d'Helsinki a établi dans l'Acte final que la sécurité et la coopération en Europe devaient reposer sur trois piliers : la maîtrise des armements, la coopération économique et environnementale et le respect des valeurs démocratiques, y compris les droits de l'homme. Les défenseurs des droits de l'homme de toute la région de l'OSCE soutiennent ce modèle et souhaitent, bien entendu, qu'une attention suffisante soit accordée à chacun de ces éléments à l'avenir. Les organisations de la société civile sont également prêtes à jouer un rôle actif non seulement dans la troisième dimension – humaine –, mais aussi à soutenir une coopération active et l'élaboration d'accords dans la première dimension. Car nous considérons la « sécurité humaine » comme la valeur centrale du modèle moderne d'Helsinki.

Le Courrier d'Afrique 54: Quelle est la vision de la société civile pour l'avenir du processus d'Helsinki ?

Romantsova Oleksandra: Nous avons exposé notre vision dans un document en dix points principaux, consultable via ce lien sur la page de la Plateforme de solidarité civile, association regroupant plus de 100 organisations de défense des droits humains de l'espace OSCE. Une version abrégée de ce document, sous forme de mémorandum, a également été présentée lors de l'événement parallèle de la plateforme, au Forum Helsinki +50. En résumé : une action urgente est nécessaire pour répondre aux multiples crises internationales de sécurité globale et aux défis institutionnels de l'OSCE. L'OSCE doit agir à la fois comme gardienne des principes d'Helsinki et comme forum de dialogue Français Le respect des principes d'Helsinki ne peut être assuré que par une combinaison de :

- un engagement politique fort des États participants à se conformer aux principes.

- un soutien politique et financier accru aux institutions autonomes de l'OSCE en tant qu'acteurs clés du suivi de la mise en œuvre des engagements et de l'assistance aux États dans leur mise en œuvre,
- une utilisation plus active et créative des mandats des organes exécutifs et des institutions et des divers outils de l'OSCE ne nécessitant pas d'approbation par consensus,
- la garantie de la responsabilité des États en cas de violations,
- un engagement significatif des organes de l'OSCE et des États participants auprès de la société civile,
- et une sensibilisation des membres des sociétés par tous les acteurs concernés afin de générer un large soutien public, un engagement et une appropriation du processus d'Helsinki.

Le Courrier d'Afrique 54: Quel rôle la communauté internationale devrait-elle jouer pour mieux protéger les défenseurs des droits de l'homme ?

Romantsova Oleksandra: Les principes clés d'Helsinki que sont l'égalité souveraine, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, l'inviolabilité des frontières et le respect du concept de sécurité globale ne doivent pas être négociables et rester au cœur de l'ordre de sécurité européen. Tout différend entre États doit être réglé pacifiquement. Par-dessus tout, la Russie doit immédiatement mettre fin à sa guerre d'agression contre l'Ukraine. La reconnaissance que la protection et la promotion des droits de l'homme constituent la responsabilité première des gouvernements et que les développements dans la dimension humaine ne relèvent pas uniquement des affaires intérieures d'un seul État devrait occuper une place centrale au sein de l'OSCE. Garantir le respect de l'acquis de l'OSCE est impossible sans garantir la responsabilité des États participants pour leur non-respect des principes d'Helsinki et des engagements de l'OSCE dans la pratique. Ce respect a été sérieusement érodé au cours des quinze dernières années, lorsqu'un certain nombre d'États participants ont violé ouvertement et systématiquement leurs engagements envers l'OSCE dans les trois dimensions. Nous appelons les États participants soucieux de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit à utiliser tous les outils appropriés de l'OSCE, y compris le Mécanisme de Moscou, chaque fois que des violations massives des principes d'Helsinki se produisent dans la région de l'OSCE, et à intégrer la promotion de ces principes dans leur politique étrangère. La prévention et la résolution des conflits doivent privilégier la sécurité humaine plutôt que le recours exclusif à des moyens militaires, intégrer une perspective de genre à la sécurité et impliquer tous les secteurs de la population, afin de maximiser leur jouissance des droits humains. Nous exhortons les États participants de l'OSCE à agir, dans l'intérêt commun, en utilisant efficacement les outils de sécurité de l'OSCE, en limitant et en contrôlant la capacité des armes de destruction massive et des actions hybrides susceptibles de contribuer à une spirale de guerre ouverte. Une paix durable et la prévention de nouveaux conflits ne peuvent être atteintes que si la justice est rendue, y compris la pleine réhabilitation des victimes et la responsabilisation des auteurs. Nous attendons des États qu'ils coopèrent pour la protection de l'environnement et l'atténuation de la crise climatique, indispensables à la survie de la civilisation. Les organes de l'OSCE et les États participants devraient reconnaître la valeur de la participation citoyenne dans ses trois dimensions, notamment la contribution des femmes, des jeunes et des minorités, et traduire cela en ouvrant un espace de discussion sur la conception et la mise en œuvre de programmes dans toutes les dimensions. Les organes de l'OSCE et les États devraient défendre l'espace de la société civile et les acteurs menacés. Nous attendons des organes exécutifs et des institutions autonomes de l'OSCE qu'ils fassent preuve d'audace dans la promotion des principes d'Helsinki et des engagements de l'OSCE et qu'ils impliquent la société civile à chaque étape de leur travail de la manière la plus collaborative et la plus significative.

OLEKSANDRA MATVIICHUK, HUMAN RIGHTS LAWYER.

“The spirit of the Helsinki Accords is more relevant today than ever in the time of turbulence”.

By : Ahmed ABRI / Youcef MAALLEMI

Le Courrier d'Afrique 54: Hello, Ms. Oleksandra Matviichuk, can you tell us about your professional background?

Oleksandra Matviichuk I am a human rights lawyer. I have been applying the law to defend people and human dignity for many years. When I was a child and in school, I met Soviet dissidents. And suddenly I found myself among very noble people. People who said what they thought and did what they said. People who had the courage to speak out against the entire Soviet totalitarian machine. Dissidents were brutally repressed by Soviet power. Some were killed, some were imprisoned in Soviet prisons, and some were sent for forced psychological treatment. But they did not give up. And as a child, I was so impressed by this example that I decided to study law myself and continue this struggle for freedom and human dignity.

Le Courrier d'Afrique 54: It's been eighteen years since you founded your Circle of Living Freedoms. What has happened during these eighteen years?

Oleksandra Matviichuk We have gone from a pro-Russian authoritarian regime that robbed its citizens to a transitional democracy. It means that we have set new tasks for ourselves. Now we must build stable democratic state institutions to create the society in which the rights of each person are protected, government is accountable, courts are independent, and police do not beat peaceful student demonstrators. This is difficult even in peacetime, but we must do it during wartime.

Le Courrier d'Afrique 54: You recently participated in the Helsinki + 50 conference, held in Helsinki, the Finnish capital, on July 31st. What key messages did you take away from this conference, and what are the challenges ahead in terms of peace and democracy in the world, particularly in Ukraine?

Oleksandra Matviichuk The coming generations in Europe replaced those who survived the Second World War. They inherited democracy from their grandparents and began to take it for granted. They understand freedom as a choice between different cheeses in the supermarket. They became consumers of democracy. Therefore, they are ready to exchange freedom for populist promises, economic benefits, the illusion of security, and, above all, for their comfort. The spirit of the Helsinki Accords is more relevant today than ever in the time of turbulence. Its foundation was based on the unbreakable connection between security, economic development, and human rights. I believe thet the OSCE must be reborn to respond to the threat for which this organisation was created.

Le Courrier d'Afrique 54: What solutions do you propose to promote democracy and freedom worldwide?

Oleksandra Matviichuk Many people, even in developed democracies, are disappointed with it because a large number of problems, including social inequality, remain unresolved. After the fall of the Berlin Wall we were so confident that democracy was the final answer, so we stopped promoting it. No one explains to people that we have to perform two tasks in parallel – to protect our democracy and to perfect our democracy. Because the alternative to our imperfect democracy is an authoritarian regime where the space of freedom is limited to the size of the prison cell.

Le Courrier d'Afrique 54: Do you have any projects or issues related to peace and democracy with other associations, foundations, or organizations?

Le Courrier d'Afrique 54: How do you think Europe can mobilize for peace in Ukraine?

Oleksandra Matviichuk Russia is an empire. An empire has a center but no borders. An empire always seeks to expand. If we cannot stop Putin in Ukraine, he will go further. That's why people in other European countries are safe only because Ukrainians are still holding back the Russian offensive. Therefore, it would be logical to expect Europe to take decisive steps to stop Putin, such as confiscating frozen Russian assets. We are talking about approximately 300 billion euros that the Central Bank of Russia kept in accounts in the G7 countries and the EU. This money can be used for defense, reconstruction, recovery, and compensation for victims of war crimes. However, the longer Europe delays, the higher the risk that these assets will never benefit either Ukraine or European security. Hungary or another country could simply block the continuation of the freeze of Russian money at the EU level. It means that all this money will immediately be returned to the aggressor. It will be the most significant investment by the G7 in the Russian war machine.

Le Courrier d'Afrique 54: The Center for Civil Liberties has been campaigning since May 2025 for the creation of a special tribunal to try Vladimir Putin (Putin Tribunal) for the crime of aggression against Ukraine. What is your progress with this project? And which stakeholders are involved in this initiative?

Oleksandra Matviichuk If we want to prevent wars in the future, we have to punish states and their leaders who start such wars in the present. This is common sense. But in the whole history of humankind, we have only one precedent for punishing the crime of aggression. It was the Nuremberg Trials. We still look at the world through the lens of the Nuremberg Trials, where Nazi war criminals were tried only after the Nazi regime had collapsed. But we are living in a new century. Justice should not depend on how and when the war ends. Justice is not a privilege for winners, but a basic human right. The global approach to crimes against peace needs to be to be changed. We must create a special tribunal to try the top political leadership and high military command of the Russian state for the crime of aggression. The historical agreement about a special tribunal was signed in May in the framework of the Council of Europe. Now we need to make this agreement a reality.

"But in the whole history of humankind, we have only one precedent for punishing the crime of aggression. It was the Nuremberg Trials. We still look at the world through the lens of the Nuremberg Trials, where Nazi war criminals were tried only after the Nazi regime had collapsed."

OLEKSANDRA MATVIICHUK , AVOCATE SPECIALISEE DANS LES DROITS DE L'HOMME.

« L'esprit des Accords d'Helsinki est plus que jamais d'actualité en cette période de turbulences »

Le Courrier d'Afrique 54: Bonjour, Oleksandra Matviichuk, pouvez-vous nous parler de votre parcours professionnel ?

Oleksandra Matviichuk Je suis avocate spécialisée dans les droits de l'homme. J'applique le droit pour défendre les personnes et la dignité humaine depuis de nombreuses années. Enfant, à l'école, j'ai rencontré des dissidents soviétiques. Et soudain, je me suis retrouvée parmi des personnes très nobles. Des gens qui disaient ce qu'ils pensaient et faisaient ce qu'ils disaient. Des gens qui ont eu le courage de dénoncer l'ensemble de la machine totalitaire soviétique. Les dissidents ont été brutalement réprimés par le pouvoir soviétique. Certains ont été tués, d'autres emprisonnés dans les prisons soviétiques, d'autres encore soumis à un traitement psychologique forcé. Mais ils n'ont pas baissé les bras. Enfant, cet exemple m'a tellement impressionnée que j'ai décidé d'étudier le droit et de poursuivre ce combat pour la liberté et la dignité humaine.

Le Courrier d'Afrique 54: Dix-huit ans se sont écoulés depuis la création de votre Cercle des Libertés Vivantes. Que s'est-il passé pendant ces dix-huit années ?

Oleksandra Matviichuk Nous sommes passés d'un régime autoritaire pro-russe qui spoliait ses citoyens à une démocratie de transition. Cela signifie que nous nous sommes fixés de nouvelles missions. Nous devons désormais bâtir des institutions étatiques démocratiques stables pour créer une société où les droits de chacun sont protégés, où le gouvernement est responsable, où les tribunaux sont indépendants et où la police ne frappe pas les manifestants étudiants pacifiques. C'est difficile, même en temps de paix, mais nous devons le faire en temps de guerre.

Le Courrier d'Afrique 54: Vous avez récemment participé à la conférence Helsinki + 50, qui s'est tenue à Helsinki, la capitale finlandaise, le 31 juillet. Quels messages clés avez-vous retenus de cette conférence et quels sont les défis à venir en matière de paix et de démocratie dans le monde, notamment en Ukraine ?

Oleksandra Matviichuk Les générations européennes suivantes ont remplacé celles qui avaient survécu à la Seconde Guerre mondiale. Elles ont hérité de la démocratie de leurs grands-parents et ont commencé à la considérer comme acquise. Elles perçoivent la liberté comme un choix entre différents fromages au supermarché. Elles sont devenues des consommatrices de démocratie. Elles sont donc prêtes à échanger leur liberté contre des promesses populistes, des avantages économiques, l'illusion de la sécurité et, surtout, contre leur confort. L'esprit des Accords d'Helsinki est plus que jamais d'actualité en cette période de turbulences. Leur fondement reposait sur le lien indissociable entre sécurité, développement économique et droits de l'homme. Je suis convaincu que l'OSCE doit renaître pour répondre à la menace pour laquelle cette organisation a été créée.

Le Courrier d'Afrique 54: Quelles solutions proposez-vous pour promouvoir la démocratie et la liberté dans le monde ?

Oleksandra Matviichuk La démocratie était la solution ultime, nous avons donc cessé de la promouvoir. Personne n'explique aux gens que nous devons mener deux tâches en parallèle : protéger notre démocratie et la perfectionner. Car l'alternative à notre démocratie imparfaite est un régime autoritaire où l'espace de liberté est limité à la taille d'une cellule de prison.

Le Courrier d'Afrique 54: Avez-vous des projets ou des enjeux liés à la paix et à la démocratie avec d'autres associations, fondations ou organisations ?

Oleksandra Matviichuk La Russie est un empire. Un empire a un centre, mais pas de frontières. Un empire cherche toujours à s'étendre. Si nous ne parvenons pas à arrêter Poutine en Ukraine, il ira plus loin. C'est pourquoi les populations des autres pays européens ne sont en sécurité que parce que les Ukrainiens continuent de freiner l'offensive russe. Il serait donc logique que l'Europe prenne des mesures décisives pour arrêter Poutine, comme la confiscation des avoirs russes gelés. Il s'agit d'environ 300 milliards d'euros que la Banque centrale de Russie détenait sur des comptes dans les pays du G7 et de l'UE. Cet argent peut être utilisé pour la défense, la reconstruction, le redressement et l'indemnisation des victimes de crimes de guerre. Cependant, plus l'Europe tarde, plus le risque que ces avoirs ne profitent jamais à

l'Ukraine ni à la sécurité européenne est élevé. La Hongrie ou un autre pays pourrait tout simplement bloquer la poursuite du gel des fonds russes au niveau de l'UE. Cela signifie que tout cet argent sera immédiatement restitué à l'agresseur. Ce serait l'investissement le plus important du G7 dans la machine de guerre russe.

Le Courrier d'Afrique 54: Le Centre pour les libertés civiles milite depuis mai 2025 pour la création d'un tribunal spécial chargé de juger Vladimir Poutine (Tribunal Poutine) pour le crime d'agression contre l'Ukraine. Où en êtes-vous avec ce projet ? Et quels sont les acteurs impliqués dans cette initiative ?

Oleksandra Matviichuk : Si nous voulons prévenir les guerres à l'avenir, nous devons punir les États et leurs dirigeants qui les déclenchent aujourd'hui. C'est une évidence. Mais dans toute l'histoire de l'humanité, nous n'avons qu'un seul précédent pour punir le crime d'agression : les procès de Nuremberg. Nous regardons encore le monde à travers le prisme de ces procès, où les criminels de guerre nazis n'ont été jugés qu'après la chute du régime nazi. Mais nous vivons dans un nouveau siècle. La justice ne devrait pas dépendre de la manière et du moment où la guerre prendra fin. La justice n'est pas un privilège réservé aux vainqueurs, mais un droit humain fondamental. L'approche globale des crimes contre la paix doit changer. Nous devons créer un tribunal spécial pour juger les plus hauts dirigeants politiques et le haut commandement militaire de l'État russe pour crime d'agression. L'accord historique sur un tribunal spécial a été signé en mai dans le cadre du Conseil de l'Europe. Il nous faut maintenant concrétiser cet accord.

Il serait donc logique que l'Europe prenne des mesures décisives pour arrêter Poutine, comme la confiscation des avoirs russes gelés. Il s'agit d'environ 300 milliards d'euros que la Banque centrale de Russie détenait sur des comptes dans les pays du G7 et de l'UE.

« Si nous ne parvenons pas à arrêter Poutine en Ukraine, il ira plus loin. C'est pourquoi les populations des autres pays européens ne sont en sécurité que parce que les Ukrainiens continuent de freiner l'offensive russe. Il serait donc logique que l'Europe prenne des mesures décisives pour arrêter Poutine, comme la confiscation des avoirs russes gelés. Il s'agit d'environ 300 milliards d'euros que la Banque centrale de Russie détenait sur des comptes dans les pays du G7 et de l'UE. Cet argent peut être utilisé pour la défense, la reconstruction, le redressement et l'indemnisation des victimes de crimes de guerre. »

ANNA ZEVAKO, INTERNATIONAL ADVOCACY MANAGER AT THE MEDIA INITIATIVE FOR HUMAN RIGHTS (MIHR).

"Europe has shown important strengths in responding to Russia's full-scale invasion."

Par: Youcef MAALLEMI

Le Courrier d'Afrique 54: Hello, Anna Zevako, can you tell us about your professional background?

Anna Zevako, My name is Anna Zevako, I am an International Advocacy Manager at the Media Initiative for Human Rights (MIHR), a Ukrainian NGO documenting war crimes and advocating for justice for victims of Russia's war against Ukraine. Since November 2024, I have been leading MIHR's international advocacy campaigns, building partnerships with international organizations, and organizing high-level events with diplomats. My work focuses on raising international awareness of Russia's politically motivated persecution of Ukrainian civilians and prisoners of war, and on maintaining ongoing engagement with international organizations, foreign governments, and non-governmental partners. Before joining MIHR, I spent eight years at America House Kyiv (IREX), progressing from Social Media Assistant to Communications Manager. In that role, I oversaw strategic communications, brand development, social media presence, and delivered communications training for American Centers in Ukraine and abroad.

Le Courrier d'Afrique 54: You recently participated in the Helsinki + 50 conference, held in Helsinki, the Finnish capital, on July 31st. What were the highlights of this conference?

Anna Zevako, For me, the highlights were:
- A united call from Ukraine's government and civil society to reform the OSCE. We stressed that the organization must not only respond to crises but also prevent them, and that its decision-making rules, in particular the consensus principle, should be reformed to stop abuse of the veto by states acting in bad faith. This message reflected our shared view that the OSCE's ability to act decisively is a matter of survival for Europe's security system.
- The strong presence of civil society was also notable. As it was my first time at a conference of this scale, it provided an opportunity to meet and exchange with civil society representatives from different countries. The OSCE gave space for NGOs to present their perspectives, which is important for NGOs to present their perspectives, which is important for addressing security and human rights issues.
- The side event we co-organized, "The Future of the Helsinki Final Act: Restoring Justice and Ensuring Russia's Accountability," together with ZMINA and Ukraine's Permanent Mission to the OSCE, amplified voices that need to be heard internationally. Two former Ukrainian prisoners of war gave harrowing testimonies of their captivity - describing beatings, electric shocks, and other forms of torture, as well as fabricated charges and convictions handed down by Russia-controlled courts. These were not isolated incidents but examples of a systematic policy of abuse and denial of justice. Bringing these testimonies to an international audience was crucial to ensuring that such crimes are documented, acknowledged, and acted upon.

Le Courrier d'Afrique 54: Restoring Justice and Ensuring Russia's Accountability is the theme of your presentation. Why did you choose this slogan?

Anna Zevako, We chose this title because it reflects the core message we wanted to deliver at Helsinki+50: Russia's war of aggression against Ukraine is one of the most serious threats to European security, the rule of law, and the principles of the Helsinki Final Act. Since 2014, and especially after the full-scale invasion in 2022, we have documented systematic violations - enforced disappearances, torture, extrajudicial executions, unlawful detention of civilians, and politically motivated trials of Ukrainian POWs and civilian detainees. These are not isolated abuses but part of a wide policy of persecution. Our goal at the conference was to show that without justice for victims and accountability for perpetrators, the security system built on the Helsinki Final Act cannot survive.

Le Courrier d'Afrique 54: What are Europe's strengths and weaknesses in the face of Russia's invasion of Ukraine?

Anna Zevako, Europe has shown important strengths in responding to Russia's full-scale invasion. Many states acted quickly to receive millions of Ukrainian refugees,

provide significant financial and humanitarian assistance, and help sustain Ukraine's economy. The European Parliament has adopted strong resolutions on Ukrainian POWs and civilians in Russian unlawful detention, which sends an important political signal and helps keep this issue visible internationally. European countries have also contributed to documenting violations, supporting justice efforts, and keeping Ukraine high on the international agenda. At the same time, there are areas where Europe's response could be strengthened. Some countries continue to buy Russian energy, particularly liquefied natural gas, which undermines sanctions efforts. Europe could also take a more proactive role in engaging third countries to help bring the war to a just conclusion. In the humanitarian sphere, greater coordination and leadership would be valuable in efforts to secure the release of Ukrainian civilians and prisoners of war.

Le Courrier d'Afrique 54: What are the main themes being discussed at Helsinki + 50 regarding the challenges ahead for peace and democracy in the world?

Anna Zevako, Helsinki+50 focused on updating the Helsinki Final Act for today's realities - strengthening the OSCE's ability to respond to violations, creating stronger accountability mechanisms, and adapting the consensus rule in exceptional cases. Accountability for serious breaches of human rights and international law, including Russia's persecution of Ukrainian civilians and prisoners of war, was ат шьзщкефте theme and echoed in our side event on politically motivated trials. From Ukraine's perspective, restoring the rights of victims and holding perpetrators accountable is essential for justice and for safeguarding the credibility of the OSCE and the entire European security system.

European countries have also contributed to documenting violations, supporting justice efforts, and keeping Ukraine high on the international agenda. At the same time, there are areas where Europe's response could be strengthened. Some countries continue to buy Russian energy, particularly liquefied natural gas, which undermines sanctions efforts.

"We stressed that the organization must not only respond to crises but also prevent them, and that its decision-making rules, in particular the consensus principle, should be reformed to stop abuse of the veto by states acting in bad faith. This message reflected our shared view that the OSCE's ability to act decisively is a matter of survival for Europe's security system.
- The strong presence of civil society was also notable. As it was my first time at a conference of this scale, it provided an opportunity to meet and exchange with civil society representatives from different countries."

ANNA ZEVAKO, RESPONSABLE DU PLAIDOYER INTERNATIONAL A MEDIA INITIATIVE FOR HUMAN RIGHTS (MIHR).

« L'Europe a fait preuve d'une grande force en répondant à l'invasion russe à grande échelle »

Par : Youcef MAALLEMI / Ahmed ABRI

Le Courrier d'Afrique 54: Bonjour, Anna Zevako pouvez-vous nous parler de votre parcours professionnel ?

Anna Zevako, Je m'appelle Anna Zevako et je suis responsable du plaidoyer international à Media Initiative for Human Rights (MIHR), une ONG ukrainienne qui documente les crimes de guerre et plaide pour la justice pour les victimes de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Depuis novembre 2024, je dirige les campagnes de plaidoyer internationales de MIHR, noue des partenariats avec des organisations internationales et organise des événements de haut niveau avec des diplomates. Mon travail consiste à sensibiliser la communauté internationale aux persécutions politiques perpétrées par la Russie contre les civils et les prisonniers de guerre ukrainiens, et à maintenir un dialogue permanent avec les organisations internationales, les gouvernements étrangers et les partenaires non gouvernementaux. Avant de rejoindre MIHR, j'ai passé huit ans à America House Kyiv (IREX), où j'ai évolué d'assistante aux médias sociaux à responsable de la communication. À ce poste, j'ai supervisé la communication stratégique, le développement de la marque, la présence sur les médias sociaux et dispensé des formations en communication pour les centres américains en Ukraine et à l'étranger.

Le Courrier d'Afrique 54: Vous avez récemment participé à la conférence Helsinki + 50, qui s'est tenue à Helsinki, la capitale finlandaise, le 31 juillet. Quels ont été les points forts de cette conférence ?

Anna Zevako, Pour moi, les points forts ont été :

- Un appel commun du gouvernement et de la société civile ukrainiens à réformer l'OSCE. Nous avons souligné que l'organisation doit non seulement répondre aux crises, mais aussi les prévenir, et que ses règles de décision, en particulier le principe du consensus, doivent être réformées afin de mettre fin aux abus du droit de veto par des États de mauvaise foi. Ce message reflétait notre vision commune selon laquelle la capacité de l'OSCE à agir de manière décisive est une question de survie pour le système de sécurité européen.

- La forte présence de la société civile était également notable. Comme c'était ma première participation à une conférence de cette envergure, elle a été l'occasion de rencontrer et d'échanger avec des représentants de la société civile de différents pays. L'OSCE a donné la parole aux ONG pour qu'elles présentent leurs points de vue, ce qui est important pour aborder les questions de sécurité et de droits de l'homme.

L'événement parallèle que nous avons co-organisé, « L'avenir de l'Acte final d'Helsinki : rétablir la justice et garantir la responsabilité de la Russie », en collaboration avec ZMINA et la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'OSCE, a permis de faire entendre des voix qui méritent d'être entendues à l'échelle internationale. Deux anciens prisonniers de guerre ukrainiens ont livré des témoignages poignants sur leur captivité, décrivant les coups, les décharges électriques et autres formes de torture, ainsi que les accusations et condamnations forgées de toutes pièces par les tribunaux contrôlés par la Russie. Il ne s'agissait pas d'incidents isolés, mais d'exemples d'une politique systématique d'abus et de déni de justice. Porter ces témoignages à l'attention d'un public international était crucial pour garantir que ces crimes soient documentés, reconnus et sanctionnés.

Le Courrier d'Afrique 54: « Rétablir la justice et garantir la responsabilité de la Russie » est le thème de votre présentation. Pourquoi avoir choisi ce slogan ?

Anna Zevako, Nous avons choisi ce titre car il reflète le message central que nous souhaitions transmettre à Helsinki+50 : la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine constitue l'une des menaces les plus graves pour la sécurité européenne, l'État de droit et les principes de l'Acte final d'Helsinki. Depuis 2014, et surtout après l'invasion à grande échelle de 2022, nous avons documenté des violations systématiques : disparitions forcées, torture, exécutions extrajudiciaires, détentions illégales de civils et

procès à motivation politique de prisonniers de guerre et de détenus civils ukrainiens. Il ne s'agit pas d'abus isolés, mais d'une politique de persécution à grande échelle. Notre objectif lors de cette conférence était de démontrer que sans justice pour les victimes et sans responsabilité pour les auteurs, le système de sécurité fondé sur l'Acte final d'Helsinki ne peut survivre.

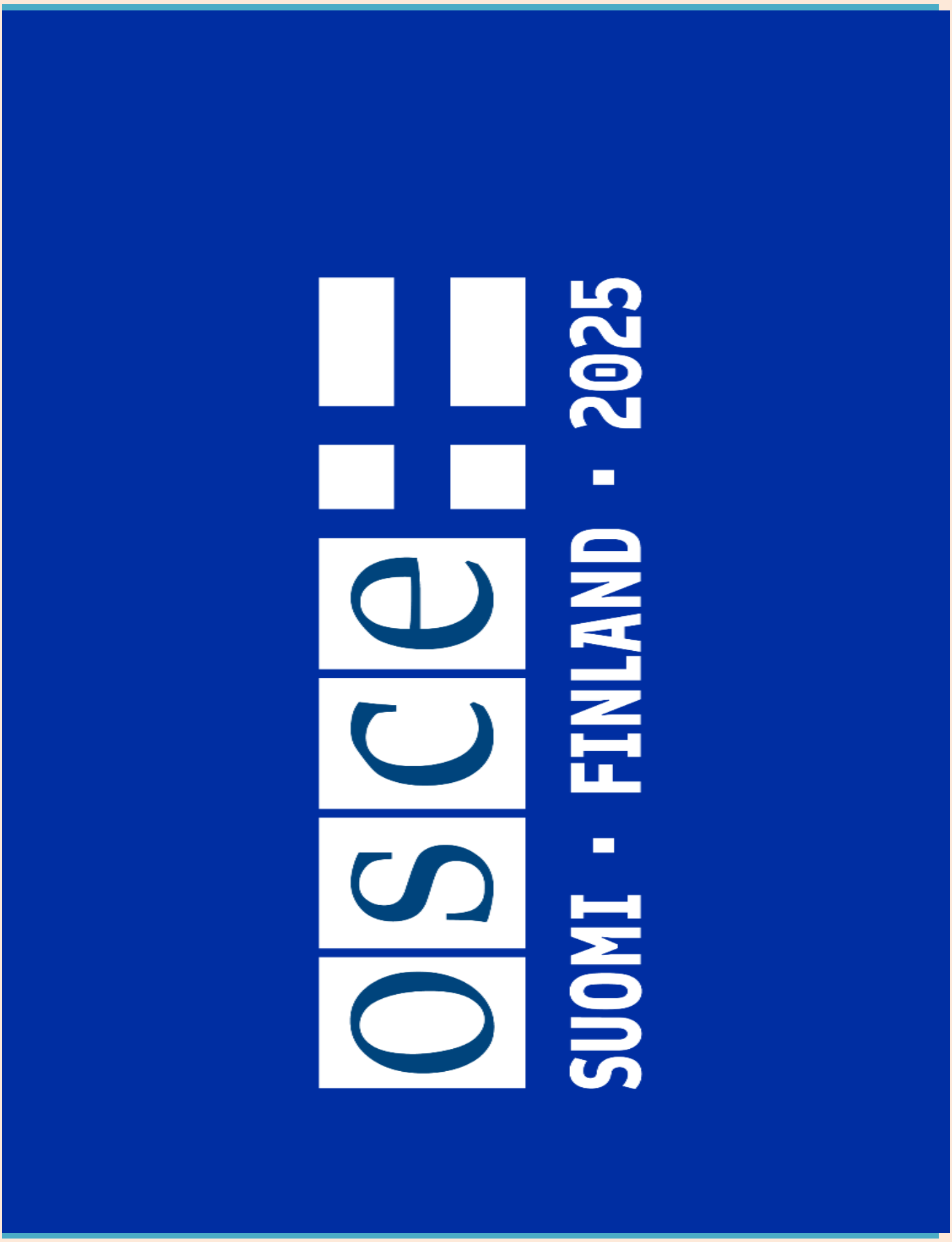
Le Courrier d'Afrique 54: Quelles sont les forces et les faiblesses de l'Europe face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie ?

Anna Zevako, L'Europe a fait preuve d'une grande force en répondant à l'invasion russe à grande échelle. De nombreux États ont réagi rapidement pour accueillir des millions de réfugiés ukrainiens, fournir une aide financière et humanitaire importante et contribuer à soutenir l'économie ukrainienne. Le Parlement européen a adopté des résolutions fortes sur les prisonniers de guerre et les civils ukrainiens détenus illégalement par la Russie, ce qui envoie un signal politique fort et contribue à maintenir cette question sur la scène internationale. Les pays européens ont également contribué à documenter les violations, à soutenir les efforts de justice et à maintenir l'Ukraine au premier plan de l'agenda international. Parallèlement, la réponse de l'Europe pourrait être renforcée dans certains domaines. Certains pays continuent d'acheter de l'énergie russe, notamment du gaz naturel liquéfié, ce qui compromet les efforts de sanctions. L'Europe pourrait également jouer un rôle plus proactif en mobilisant des pays tiers pour contribuer à une conclusion juste de la guerre. Dans le domaine humanitaire, une coordination et un leadership accrus seraient précieux pour obtenir la libération des civils et des prisonniers de guerre ukrainiens.

Le Courrier d'Afrique 54: Quels sont les principaux thèmes abordés à Helsinki + 50 concernant les défis à venir pour la paix et la démocratie dans le monde ?

Anna Zevako, Helsinki+50 s'est concentré sur l'adaptation de l'Acte final d'Helsinki aux réalités actuelles : renforcement de la capacité de l'OSCE à réagir aux violations, création de mécanismes de responsabilisation plus solides et adaptation de la règle du consensus dans les cas exceptionnels. La responsabilisation pour les violations graves des droits de l'homme et du droit international, notamment la persécution des civils et des prisonniers de guerre ukrainiens par la Russie, était un thème récurrent et a été repris lors de notre événement parallèle sur les procès à motivation politique. Du point de vue de l'Ukraine, rétablir les droits des victimes et traduire en justice les auteurs de ces crimes est essentiel pour la justice et pour préserver la crédibilité de l'OSCE et de l'ensemble du système de sécurité européen.

« De nombreux États ont réagi rapidement pour accueillir des millions de réfugiés ukrainiens, fournir une aide financière et humanitaire importante et contribuer à soutenir l'économie ukrainienne. Le Parlement européen a adopté des résolutions fortes sur les prisonniers de guerre et les civils ukrainiens détenus illégalement par la Russie, ce qui envoie un signal politique fort et contribue à maintenir cette question sur la scène internationale. »


OSCE
SUOMI · FINLAND · 2025

Trophée décerné à Dubai en novembre 2023 pour LE COURRIER D'AFRIQUE 54 Meilleur site d'actualité africaine.

****

Trophy awarded in Dubai in november 2023 for LE COURRIER D'AFRIQUE 54 best Africain News Site.